

ÉQUATEUR - La deuxième rencontre des peuples et nationalités indigènes de Abya Yala

vendredi 1er octobre 2004, mis en ligne par [Dial](#)

En Équateur, à Quito, du 21 au 25 juillet, s'est tenue la deuxième rencontre des peuples et nationalités indigènes de Abya Yala, nom donné par les indigènes à l'Amérique latine. Une vingtaine de pays de ce continent étaient représentés par quelque 300 délégués. Les thèmes majeurs d'études furent la terre et les ressources naturelles, l'autodétermination, la propriété des connaissances indigènes, la plurinationalité, la participation politique, etc. Nous publions ci-dessous la déclaration finale.

Depuis le cœur du monde, au zénith du soleil, suite à la Ière Rencontre de Teotihuacan, le 25ème jour du mois de juillet 2004, les peuples et nationalités indigènes de Abya Yala, qui se sont eux-mêmes convoqués et réunis à la IIème Rencontre continentale organisée par la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur (CONAIE), l'Organisation des nationalités quichuas de l'Équateur (ECUARUNARI) et la Coordination des organisations indigènes de la zone amazonienne (COICA), avec la participation de délégués de 64 peuples et nationalités indigènes, nous faisons entendre notre parole.

Nous sommes les peuples originels de Abya Yala. Nos ancêtres, nos grands-parents nous ont enseigné à aimer et vénérer notre féconde Pacha Mama, à vivre en harmonie et liberté avec les êtres naturels et spirituels qui existent en elle. Les institutions politiques, économiques, sociales et culturelles que nous avons, sont l'héritage de nos ancêtres et sont la base pour la construction de notre futur.

Les vallées et les plaines, les forêts et les déserts, les collines et les monts, les mers et les rivières, l'aigle et le condor, le quetzal et le colibri, le puma et le jaguar sont les témoins de nos systèmes socio-politiques collectifs basés sur la durabilité humaine et environnementale.

Nous avons été dépossédés de nos territoires originels par les colonisateurs et les Etats nationaux, divisés pour garantir le contrôle politique et repoussés dans des lieux inhospitaliers. Les territoires où nous vivons aujourd'hui se caractérisent par la conservation de la biodiversité et l'existence de ressources naturelles qui sont convoitées par les multinationales à cause desquelles nous souffrons de nouveau de la dépossession.

Les gouvernements nationaux, suivant les lignes du Fond monétaire international (FMI), de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (BID), nous anéantissent avec le paiement de la dette extérieure et utilisent contre nous nos droits collectifs à la terre, en modifiant les législations pour permettre la privatisation de la terre, l'association avec les entreprises et l'appropriation individuelle.

Nous dénonçons les gouvernements d'Amérique latine qui utilisent chaque fois plus la répression violente caractérisée par les violations de nos droits humains et de nos droits comme peuples, la criminalisation de nos actes pour la défense de la vie et des cérémonies spirituelles, la paramilitarisation, les expulsions de nos terres, l'occupation militaire, la cooptation et la corruption des autorités locales et des dirigeants, la promotion de projets essayant de « compenser » les préjudices causés par les entreprises transnationales, la supposée répartition équitable des bénéfices, la migration forcée. Et ils promeuvent la division, la confrontation et l'affrontement armé entre communautés, pour imposer leur politique d'exclusion, de

racisme et d'oppression.

Nous nous opposons catégoriquement à l'établissement de plans comme celui de l'Intégration des infrastructures régionales sud-américaines (IIRSA), le Plan Puebla Panama, le Plan Patriote, le Plan Colombie, le Plan Dignité, le Plan Andin, la création de bases militaires. Nous nous opposons aussi à l'établissement de l'Aire de libre commerce des Amériques (ALCA) et des Traités de libre commerce (TLC), lesquels sont impulsés par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au profit des pays pillards de la planète, sous l'unique prétexte de la création d'infrastructures pour la circulation de leurs marchandises, le dépouillement des ressources naturelles de nos terres et territoires et la protection des entreprises transnationales. Nous les définissons comme plans d'invasion pour le pillage, la destruction et la mort.

Nous rejetons la réalisation de plans de découpage territorial, de prospections et d'exploitation des minéraux et des hydrocarbures, l'établissement d'aires naturelles protégées et de plantations forestières. La contribution pour les services environnementaux, la privatisation de l'air et de l'eau, les fumigations, l'établissement de brevets sur les ressources naturelles et culturelles et l'utilisation de transgéniques sur nos territoires : tout ceci est orienté pour garantir la reproduction du grand capital transnational au détriment de notre propre vie.

Nous dénonçons la violation par les Etats nationaux d'Amérique latine des instruments juridiques nationaux et internationaux au détriment des droits collectifs de nos peuples, comme la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) [\[1\]](#), pour laquelle nous exigeons la ratification immédiate par tous les pays d'Amérique et du reste du monde.

Nous réclamons que l'Organisation des Etats américains (OEA) modifie la Déclaration américaine des droits des « populations » indigènes. Nous demandons à cet effet la participation et la décision des peuples autochtones.

Nous dénonçons le fonctionnement des Nations unies, qui, après avoir déclaré une décennie des populations indigènes, l'a laissée vide de contenu puisque ne se sont pas réalisées les actions nécessaires pour faire adopter la Déclaration universelle des droits des peuples indigènes. Face à la situation de dépossession qui caractérise l'existence de nos peuples,

Nous décidons de :

Créer un espace permanent de liens et d'échanges, où convergeront expériences et propositions, pour que nos peuples et nationalités affrontent ensemble les politiques de globalisation néolibérale. Etablir un agenda commun d'actions et de mobilisations manifestant notre rejet du modèle excluant, et comportant des actions communes et concertées à l'égard des organismes auxquels nous participons. Etablir des alliances avec d'autres secteurs de la société qui nous permettront d'affronter les politiques qui nous oppriment, tout particulièrement avec les mouvements sociaux.

Exiger la liberté inconditionnelle des leaders et autorités indigènes détenues injustement pour la défense de la terre et l'exercice de l'autonomie. Nous réclamons réparation du préjudice moral subi par les peuples et nationalités indigènes pour les assassinats perpétrés contre ses habitants, de même que l'indemnisation des familles.

Exiger des Etats nationaux d'Amérique latine le rapatriement sans conditions des ressources génétiques et culturelles qui ont été extraites légalement ou illégalement de nos terres et territoires, la restitution des terres accaparées, le libre passage des personnes indigènes sur leurs territoires quand ceux-ci se situent de part et d'autre des frontières nationales, l'indemnisation aux peuples affectés par les conséquences de toute nature et par les dépossessions ainsi que la restitution dans les conditions initiales de ses terres et territoires, le respect strict des territoires de nos peuples et nationalités indigènes, tout particulièrement ceux qui n'ont pas encore été contactés et ceux qui vivent volontairement isolés.

Exiger des gouvernements qu'ils solutionnent tous les conflits causés par l'exploitation des ressources

naturelles, ayant pour conséquences le manque de garantie territoriale et la mise en danger de nos vies quand s'appliquent des politiques étatiques et transnationales, comme le cas des Sarayaku, Raposa Sierra del Sol, du Plan Colombie, Río Pilcomayo, Montes Azules, Camisea, le cas du gaz de Bolivie et Margarita, Ashánica.

Participer aux Forums internationaux comme les Forums sociaux mondiaux et des Amériques, avec des propositions communes reflétant la position du mouvement indigène.

Nous solidariser avec la CONAIE face à la grave attaque entreprise à son encontre par le gouvernement équatorien du colonel Gutiérrez qui tente de saper sa lutte pour la construction d'un Etat plurinational. Nous solidariser avec le peuple du Venezuela et le président Hugo Chávez, qui se sont caractérisés par la défense de la souveraineté nationale, face à la grave attaque du gouvernement des Etats-Unis. Nous appelons à réaliser des actions contre le référendum du 15 août 2004.

Nous solidariser avec le peuple cubain et sa permanente lutte anti-impérialiste.

Face à cela nous affirmons :

Que les territoires que nous habitons sont les nôtres pour toujours, historiquement et de droit. Ils sont inaliénables, imprescriptibles et insaisissables.

Que nous avons nos propres modèles qui garantissent la continuité de nos peuples et nationalités en harmonie avec la nature et qui ont comme base notre héritage culturel ancestral.

Que nous n'avons pas besoin de reconnaissance légale pour créer des espaces autonomes nous permettant l'exercice de la libre détermination de nos peuples et nationalités.

- **Dial** - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2749.

- Traduction Dial.

- Source : espagnol

En cas de reproduction, mentionner la source française ([Dial](#)) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Convention concernant les droits des populations tribales et indigènes dans les pays indépendants.